

BILLET DE BLOG 20 septembre 2018

Les acteurs non étatiques au chevet de l'action climatique

Auteur

David Levai

Chercheur associé

 Temps de lecture: 6 min

Attendu comme l'un des événements majeurs sur le climat cette année, le Sommet global pour l'action climatique (Global Climate Action Summit ou GCAS) s'est tenu en fin de semaine dernière à San Francisco (États-Unis). Selon la majorité des participants et des commentateurs, ce fût un franc succès. Mais qu'ont véritablement accompli le gouverneur sortant de Californie, Jerry Brown, grand ordonnateur de ce sommet convoqué avant même la dénonciation de l'Accord de Paris par Donald Trump, et l'ensemble des intervenants venus des quatre coins du globe ? Afin d'en dresser le bilan, et d'en évaluer l'impact potentiel à quelques semaines de la 24e Conférence des Parties à l'Accord de Paris qui se déroulera en Pologne, il convient de s'interroger sur les objectifs, affichés ou non, de cette manifestation.

Au-delà de la multitude d'événements parallèles organisés en seulement trois jours, deux dynamiques principales ont sous-tendu ce sommet. Cette dichotomie était tout à fait palpable, en particulier lors de la cérémonie de clôture.

Le premier objectif du GCAS était en effet très politique : cibler les acteurs américains et les électeurs du pays quelques semaines avant les élections de mi-mandat, afin de dynamiser les forces, nombreuses, qui œuvrent à poursuivre l'action climatique, et à faire barrage à la volonté de l'administration Trump de casser le bagage législatif et réglementaire encadrant les émissions de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre – comme le méthane émis par l'extraction d'hydrocarbure, cible de la dernière [vague de déréglementation de l'EPA \(Environmental Protection Agency\) la semaine dernière](#).

C'est pourquoi les leaders démocrates les plus en pointe sur le climat se sont partagés la scène à San Francisco : de John Kerry, ancien secrétaire d'État, à Michael Bloomberg, ancien maire de New York, envoyé spécial des Nations unies et probable candidat à la présidence en 2020 ; d'Al Gore, activiste de longue date et chauffeur de salle hors pair, à Barack Obama, présence virtuelle au travers d'un message vidéo pour affirmer un soutien bien réel.

Mais au-delà de ces grandes figures, la multiplicité et la diversité des entrepreneurs et élus américains de tous bords visaient à envoyer un message sans équivoque au reste du monde, bien au-delà de la communauté climatique, afin de rassurer leurs partenaires : en substance, « La Maison Blanche ne peut plus prétendre parler au nom des États-Unis, c'est nous, entrepreneurs, maires, élus locaux, universitaires, et même simples citoyens, qui sommes garants de la parole du peuple américain et œuvrons à atteindre les engagements de réduction d'émissions pris avant la COP21 ». Rien de nouveau sous le soleil diront certains, puisque c'était déjà l'esprit de la très grande mobilisation des acteurs américains lors de la dernière COP à Bonn en novembre dernier derrière la bannière [« We are still in »](#).

Cependant, la présence de nombreux ministres et de représentants de gouvernements nationaux étrangers à une célébration des acteurs dits « non étatiques » est la preuve que le pari de se substituer à l'Administration fédérale a été réussi. Preuve en est l'imposante délégation chinoise, conduite par l'envoyé spécial Xie Zhenhua, négociateur en chef de l'Accord de Paris, et présente dans de nombreux panels, réaffirmant s'il cela était encore nécessaire le leadership chinois sur les énergies renouvelables et les véhicules électriques par exemple. Le fait de venir signer un accord de coopération entre la Chine et la Californie, qui se présente souvent comme la 5e puissance économique mondiale, n'est pas anodin et consacre la volonté de Pékin de continuer à travailler avec les États-Unis tout en contournant Washington.

En parallèle de cet exercice de communication politique destiné tant à mobiliser les Américains qu'à rassurer les autres pays de leur engagement, ce sommet visait à illustrer la multitude d'actions que les territoires et le secteur privé ont engagées afin de contribuer à endiguer le réchauffement planétaire sans sacrifier leurs résultats financiers. Cet affichage d'une transition déjà engagée, ainsi que la [myriade de nouvelles annonces](#), portaient un triple objectif :

1. D'abord, **rassurer**. Après un été marqué par la multiplication des événements climatiques extrêmes partout sur la planète, et à la veille de la sortie du rapport du GIEC qui devrait clamer une nouvelle fois l'urgence d'une transformation systémique de notre modèle si l'on veut conserver la possibilité de limiter le réchauffement à 1.5°C, les citoyens engagés pour une transition écologique et climatique avaient besoin d'entendre de bonnes nouvelles, ce qui peut expliquer la fonction cathartique [de cette exposition d'un panel croissant de solutions](#). Le GCAS a répondu haut et fort : « Oui, les solutions sont là et l'avènement de ce monde est possible ! ».
2. Ensuite, **accélérer**. L'ambition du GCAS était de créer un effet de contagion dans l'ensemble des secteurs de l'économie afin de rallier davantage d'entreprises, et toujours plus d'élus locaux afin qu'ils rejoignent les troupes des « early movers », ceux qui, plus visionnaires peut-être, se sont mis en ordre de marche avant leurs

concurrents pour se positionner en leaders de l'action climatique. Il s'agissait de démontrer que cet engagement personnel et institutionnel, loin d'être fondé sur une éthique de la responsabilité, relevait tout simplement de pratiques de « good business » et « good politics ».

3. Enfin, **convaincre**. Convaincre les leaders politiques nationaux non seulement de l'attente forte et croissante qui existe parmi leurs concitoyens, mais également de la véracité et de la solidité des réponses existantes afin qu'ils puissent, d'ici à 2020, se fixer un cap plus ambitieux, avec en ligne de mire la neutralité carbone à l'horizon 2050. À travers ce grand rassemblement, acteurs locaux ou multinationales, privés ou publics, devaient envoyer aux gouvernements et à leurs chefs le signal qu'ils étaient prêts à les soutenir pour aller plus loin, mais que pour ce faire ils avaient besoin de leur appui législatif, réglementaire ou financier afin de favoriser le développement et le déploiement de ces réponses au changement climatique.

C'était l'un des objectifs de [l'appel remis à Patricia Espinosa, la secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques \(CCNUCC\) LV1](#), qui sera relayé par le gouverneur Brown la semaine prochaine à l'Assemblée générale des Nations unies. Espérons que cet appel sera entendu, puis rapidement décliné au niveau national afin d'actionner les leviers législatifs et réglementaires susceptibles de libérer ces énergies.

[Billet de blog](#)

[10 mai 2018](#)

[Lire aussi](#)

[Dialogue de Talanoa : lancement positif mais issue incertaine](#)

[Auteurs :](#)

- [Lola Vallejo](#),
- [David Levaï](#)

Un premier test de l'efficacité de ce sommet des acteurs non étatiques comme catalyseur politique se jouera à la COP24, qui réunira en Pologne au mois de décembre les représentants des États signataires de la CCNUCC. En complément du [dialogue de Talanoa](#) qui doit culminer lors de la COP24, avec pour objectif de dresser un état des lieux des efforts actuels et informer la révision des engagements nationaux d'ici à 2020, le sommet des acteurs non étatiques est à la fois un appel à plus de synergie avec les États, mais surtout un appel à plus d'ambition dans l'action climatique mondiale. Au-delà des déclarations exaltantes, il faudra ensuite, surtout, transformer l'essai par des réductions réelles d'émission de gaz à effet de serre.

Source Photo > [Global Climate Action Summit Website](#)

LV1 [LV1](existe en ENG.)==> pour la version trad

CLIMATE

NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES

PARIS AGREEMENT